



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Industrie  
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Lucé, le 10 mars 2009

Groupe de subdivisions d'Eure-et-Loir

**Directeur**

Référence : 66 / RAPAUTO / IC09110  
Affaire 090120 suivie par :  
drirc.gs28@industrie.gouv.fr  
Tél. 02 37 91 27 70 – Fax : 02 37 90 71 92  
Vérifié par :

**Référence :** Votre transmission du 14 janvier 2009 ;  
Dossier ICARE n° 980654 ;  
0006620090310SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER  
STOCKAGE ET ACTIVITES DE RECUPERATION  
DE METAUX FERREUX ET NON FERREUX  
TRI ET TRANSIT DE DIB DECHETTERIE OUVERTE AUX USAGERS

**SOCIETE AUTIN RECUPERATION RECYCLAGE SAS**

A GELLAINVILLE

-----

**PJ :** Plan de situation  
Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation, deux plans en annexe  
**Copie à :** EISS

Par lettre en date du 31 mars 2008, le Directeur général de la Société AUTIN RECUPERATION RECYCLAGE SAS, dont le siège social est situé Zone industrielle de Gellainville – 8 rue Joseph Cugnot – 28630 Gellainville, sollicite l'autorisation :

- de poursuivre l'exploitation d'un stockage et activités de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux ;
- l'exploitation en régularisation d'un centre de tri et de transit de déchets industriels et résidus urbains ;
- d'une déchetterie ouverte aux usagers ;
- d'un centre de transit de déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- demande d'un agrément pour la valorisation des déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages conformément au décret n° 94-609 du 13 juillet 1994.

La première version de la demande d'autorisation a été déposée le 8 février 2007 après un premier dépôt de dossier le 10 avril 2006. En réponse aux différents échanges et en application des dispositions de l'article R. 512-11 du code de l'environnement, le demandeur a apporté des compléments relatifs au contenu de son dossier de demande d'autorisation les 25 avril 2007, 31 mars et 21 mai 2008.

Le dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été reconnu formellement recevable par l'inspection des installations classées le 18 août 2008.

## 1. OBJET DE LA DEMANDE

### 1.1. Nature et volume des activités

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
167	a	A	Déchets industriels d'I.C. (élimination des)	Station de transit		sans seuil		50 000	t/an
322	A	A	Ordures ménagères (stockage et traitement)	Station de transit		sans seuil			
286		A	Métaux (stockage, activité de récupération)		surface utilisée	> 50	m2	8 290	m2
2560	1	A	Métaux et alliages (travail mécanique des)		puissance installation	> 500	kW	597,5	kW
2710	1	A	Déchetteries aménagées pour les usagers		Superficie hors espaces verts	> 3 500	m2	8 290	m2
1220	3	D	Oxygène (emploi et stockage)		quantité présente	>= 2 < 200	et t	6,655	t
1434	1b	DC	Liquides inflammables (remplissage ou distribution)		débit maxi équivalent	>= 1 et < 20	m3/h	6	m3/h
2711	2	D	Transit, regroupement, tri, ...équipements électriques mis au rebut		Quantité présente	>=200 < 1 000	et m3	360	m3
1412		NC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage)		quantité présente	< 6	t	1,01	t
1432		NC	Liquides inflammables (stockage)		capacité équivalente	<= 10	m3	2	m3
1510		NC	Entrepôts couverts	stockage de combustibles > 500 t	volume	< 5 000	m3	749	m3
1530		NC	Papier, carton ou analogues		quantité présente	< 1 000	m3	746	m3
2920		NC	Réfrigération ou compression (installation de) pression >10E5 Pa	autres cas	puissance absorbée	< 50	kW	3	kW

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou DC (soumis au contrôle périodique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

### 1.2. Description de l'établissement et historique administratif

Monsieur Marcel AUTIN a été autorisé par arrêté préfectoral du 27 juillet 1981 à exercer une activité de récupération et de recyclage de ferrailles sur le site de Gellainville. L'exploitant a également développé une activité de transit de DIB collectés par bennes mises à disposition des industriels dans leurs usines.

Le fonds de commerce de Monsieur Marcel AUTIN a été racheté par la société financière VANDAMME (plusieurs sociétés de récupération de ferrailles dans le Nord et en région parisienne – 113 M€ de CA et 321 000 t en 2007) le 30 juin 2005 qui a procédé à la déclaration de changement d'exploitant le 5 juillet 2005 sous la raison sociale AUTIN RECUPERATION RECYCLAGE ; récépissé de déclaration de changement d'exploitant établi le 26 août 2005. AUTIN RECUPERATION RECYCLAGE a fait un chiffre d'affaire de 5 797 k€ et un résultat de 125 k€ pour 15 mois d'activité sur 2005-2006 et respectivement 3 765 k€ et 51 k€ sur les 9 premiers mois de 2007 ; elle bénéficie d'une convention d'assistance dans les domaines de la gestion administrative, financière et commerciale avec la société financière VANDAMME.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2008 a porté agrément pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage des VHU (« démolisseur ») sous le n° PR 28 00013 D.

AUTIN RECUPERATION RECYCLAGE souhaite diversifier ses activités vers le tri et le transit de DIB et de résidus urbains et une activité de déchetterie et poursuivre des activités de dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) et de transit de déchets d'équipements électriques et électroniques.

Le terrain, parcelle ZF n° 134, est d'une superficie 10 200 m<sup>2</sup> ; le pétitionnaire déclare en être le propriétaire : carte de localisation et occupation des terrains en annexe. Il est situé dans la zone d'activités de Gellainville.

La zone concernée est classée UX au plan d'occupation des sols de la commune de Gellainville dont la dernière modification a été approuvée le 1<sup>er</sup> février 2005. Le règlement de zone indique qu'il s'agit d'une zone d'activités ; sont autorisées les installations classées, les constructions industrielles, artisanales, tertiaires (bureau et services), l'hôtellerie et la restauration, les habitations sous réserve qu'elles soient destinées au logement des personnes dont la présence permanente est nécessaire à l'activité. La distance de recul des constructions par rapport aux limites de propriété est de 5 m. Sous réserve des prescriptions des services de lutte contre l'incendie, l'implantation est possible à la limite séparative de parcelles lorsque la construction présente une unité d'ensemble sur le plan architectural avec la construction sur la parcelle voisine.

L'environnement immédiat du site est constitué par :

- au Nord : SITRANS ENTREPOSAGE (logistique), LA MAINTENANCE DU CENTRE (maintenance, réparation matériel ferroviaire), JOYAU (transport) ;
- à l'Est et au Sud : voie ferrée d'intérêt local Chartres Auneau puis des parcelles agricoles ;
- à l'Ouest ; CAZAFRUIT (commerce de gros fruits et légumes).

Le site emploie 16 personnes (conducteurs d'engins, chalumistes) de 7h00 à 18h00 du lundi au vendredi et de 8h00 à 17h00 le samedi.

### **1.3. Présentation de la demande**

La demande de régularisation vise les activités de tri et de transit de DIB et la déchetterie, les activités de récupération et de recyclage de ferrailles sont déjà autorisées par l'arrêté préfectoral du 27 juillet 1981. L'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2008 a porté agrément pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage des VHU (« démolisseur ») sous le n° PR 28 00013 D. Le transit, regroupement, tri d'équipements électriques et électroniques mis au rebut figure à la nomenclature depuis l'intervention du décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007, le dossier de l'exploitant vaut déclaration d'existence au sens de l'article L. 513-1 du code de l'environnement, l'exploitant bénéficie de l'antériorité.

L'exploitant dispose de 2 grues sur pneus avec pelle, 1 grue électroaimant, 3 presses à ferrailles, 1 parc d'une trentaine de bennes à déchets de 7, 10 et 30 m<sup>3</sup>, 1 parc de 9 camions de 19 t pour le transport des déchets, 2 ponts bascules.

Les activités de tri sont exercées dans un bâtiment à ossature métallique et bardage tôles d'environ 2 000 m<sup>2</sup> (L = 65,30 m, l = 30,40 m, H = 13,70 m) avec bureaux et locaux sociaux et loge de fonction pour un gardien ; ce bâtiment comporte deux zones de tri et transit (ferreux et DIB ; non ferreux) séparé par un mur coupe-feu 1 heure.

Une aire de lavage avec nettoyeur haute pression à eau chaude est aménagée sur le site pour le lavage des camions benne pour une consommation d'eau estimée à 54 m<sup>3</sup>/an.

Un poste de distribution de gasoil et fuel pour l'alimentation des véhicules et engins avec 2 pompes de 15 m<sup>3</sup>/h unitaire maximum et une cuve enterrée double paroi, 2 compartiments de 20 m<sup>3</sup> et 30 m<sup>3</sup>. Un stockage en fûts sur rétention d'huile moteur et hydraulique de 1 000 l.

Un stockage de bouteilles d'oxygène et de propane pour alimenter les chalumeaux : 2 cadres de 170 m<sup>3</sup> chacun, 2 cadres de 95 m<sup>3</sup> et 7 bouteilles de 10,6 m<sup>3</sup> d'oxygène et 12 bouteilles de 35 kg et 8 bouteilles de 13 kg de propane.

Les surfaces imperméabilisées et non imperméabilisées se répartissent : 1 950 m<sup>2</sup> de bâtiments ; 6 300 m<sup>2</sup> de voies de circulation, parkings, aires de travail et stockages extérieurs ; 1 800 m<sup>2</sup> d'espaces verts.

Les déchets et les ferrailles sont soit apportés par les industriels et particuliers, soit collectés auprès des industriels par mise à disposition de bennes. Chaque entrée de déchets fait l'objet d'un enregistrement avec émission d'un bordereau de réception après pesée, passage sous un portique de détection de matières radioactives et contrôle visuel de la nature des déchets.

Suivant la nature des déchets entrés, 6 filières de tri sont exploitées :

- tri et transit de métaux non ferreux : cette activité s'effectue dans le bâtiment ; après réception, les camions sont déchargés soit directement dans le box du métal concerné si le chargement est homogène, soit sur l'aire de tri manuel ; 9 box d'une capacité de 100 m<sup>3</sup> séparés par des murs de 6 m de haut accueillent aluminium, cuivre, plomb, ... ; les métaux non ferreux sont recyclés dans les fonderies de métaux et alliages non ferreux ;

- tri et transit de métaux ferreux : les ferrailles sont soit stockées sur deux aires extérieures étanches délimitées par des palplanches de 11 m de haut adossées au bâtiment formant 2 box, soit dans une fosse à tournures implantée dans le quai de tri et de transit des ferrailles et DIB pour les tournures souillées d'huile d'usinage. Les ferrailles peuvent faire l'objet d'une découpe au chalumeau ou à la cisaille et d'un pressage avant stockage extérieur ; les ferrailles et les tournures sont recyclées dans des installations industrielles (aciéries, fonderies) ;

Le volume concerné par les activités de tri et transit de métaux ferreux et non ferreux est de 30 000 t/an.

- tri et transit de DIB – 50 000 t/an environ : cette activité s'effectue dans le bâtiment ; les DIB (papier, carton, bois, gravats, DIB en mélange) sont déchargés sur le quai de transfert couvert, après contrôle visuel et, le cas échéant, tri manuel, ils sont déversés dans la fosse correspondante ; 6 fosses de 175 m<sup>3</sup> environ sont dédiées : 2 aux refus de tri, 1 aux gravats, 1 aux tournures souillées, 1 au bois, 1 au papier/carton ; les DIB triés sont valorisés dans les filières de recyclage (papier/carton et bois) ou par incinération et valorisation énergétique ou, pour les rebuts de tri, mis en décharge ;

- déchetterie : le site est ouvert aux industriels et aux particuliers (environ 30 par jour – 2,5 t/j environ de déchets apportés) ; apports d'encombrants, de DIB ou métaux ; les encombrants sont évacués vers le centre de Bonneuil-sur-Marne du groupe DUPUY où ils sont broyés avant élimination dans les filières adaptées ;

- activité de dépollution des véhicules hors d'usage (VHU) – 30 véhicules par jour au maximum – 6 600 véhicules par an : les conditions d'exercice de cette activité sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2008 agrément « démolisseur » n° PR 28 00013 D.

- le transit, regroupement, tri d'équipements électriques et électroniques mis au rebut provenant de la collecte sélective – volume maximum entreposé dans le bâtiment principal avant expédition 180 m<sup>3</sup>. Les DEEE sont triés en fonction de leurs caractéristiques afin de les orienter vers les filières de réemploi, de valorisation ou d'élimination adaptées.

Les déchets proviennent du département d'Eure-et-Loir et des départements limitrophes : Eure, Loir-et-Cher, Loiret, Essonne et Yvelines.

Le projet est compatible avec le plan départemental des déchets ménagers et assimilés d'Eure-et-Loir approuvé par arrêté préfectoral du 13 septembre 2005. Celui-ci n'interdit pas l'installation de centre de transit et de tri supplémentaire.

#### **1.4. Cadre administratif de l'instruction**

Les activités exercées sont soumises à autorisation au titre de l'article L. 512-1 du Code de l'environnement et à agrément en vertu des articles R. 515-37 et R. 543-71 au titre de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage.

#### **1.5. Maîtrise de l'urbanisation**

Sans objet, l'évaluation quantitative des risques réalisé par l'exploitant dans son étude de dangers montre que les effets thermiques d'un incendie restent confinés à l'intérieur du site.

## **2. PROCEDURE D'INSTRUCTION**

**La Direction départementale de l'agriculture et de la forêt** (18 mai 2006) émet un avis favorable à la recevabilité du dossier sous réserve que le confinement des eaux d'extinction soit assuré.

### **2.1. ENQUETE PUBLIQUE**

L'enquête publique s'est déroulée du 18 novembre au 18 décembre 2008 en mairie de Gellainville. Les communes de Gellainville, Chartres et Le Coudray s'inscrivent dans le périmètre d'affichage de l'avis au public (2 km).

Aucune déposition n'a été reçue par le Commissaire enquêteur.

### **2.2. AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Le commissaire enquêteur (8 janvier 2009) émet un avis favorable.

### **2.3. AVIS DES CONSEILS MUNICIPAUX**

Le **Conseil municipal du Coudray** (1<sup>er</sup> décembre 2008) émet un avis favorable à l'unanimité.

L'inspection des installations classées ne dispose pas, à la date de rédaction du présent rapport, des délibérations des autres conseils municipaux consultés Gellainville et Chartres.

### **2.4. AVIS DES SERVICES CONSULTES**

**La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales** (30 décembre 2008) fait savoir que l'étude acoustique fait état d'un dépassement de niveaux sonores en limite de propriété et que les effets du projet sur la santé humaine ne sont pas traités dans l'étude d'impact. La DDASS demande que le dossier soit complété suivant la démarche d'évaluation des risques sanitaires et indique qu'il lui est impossible d'émettre un avis sanitaire.

Par lettre du 17 janvier 2009, le bureau d'étude de l'exploitant précise que l'étude d'impact traite de l'évaluation des risques sanitaires dans le chapitre 9.

La DDASS (28 janvier 2009) signale que la méthodologie retenue par le bureau d'études répond partiellement à la démarche d'évaluation des risques sanitaires : Le bureau d'étude examine le type d'effet pour les polluants atmosphériques (gaz d'échappement, fumées issues du découpage au chalumeau) sans mettre en évidence de relation entre la dose et le niveau d'exposition ; la procédure de choix d'une valeur toxicologie de référence (VTR) pour chaque agent dangereux inclus dans l'étude, suivant la nature de l'effet toxique et la voie d'exposition n'est donc pas abordée ; pour les fumées dues au découpage au chalumeau, le bureau d'études fait mention des valeurs limites d'exposition à respecter pour les chalumistes qui concernent essentiellement la protection du travailleur ; l'utilisation des produits chimiques se rapporte aux données de sécurité sans faire référence au risque sanitaire pour la population ; le schéma conceptuel définit les voies de transfert et d'exposition des populations selon le principe Source Vecteur Cible ; la DDASS note qu'au regard des activités décrites, le bureau d'études considère que l'activité de la société n'est pas de nature à avoir des effets négatifs sur la santé des populations avoisinantes.

Compte tenu de l'activité projetée et de sa localisation, la DDASS émet un avis favorable, en dépit des insuffisances signalées.

**La Direction régionale des affaires culturelles** (13 novembre 2008) indique que ce dossier ne donnera pas lieu à prescriptions archéologiques et précise que toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie devra être déclarée sans délai au maire conformément à l'article L. 531-14 du code du Patrimoine.

**La Direction régionale de l'environnement** (29 décembre 2008) fait savoir que les zones polluées par les hydrocarbures ont été excavées puis évacuées vers un CET de classe 2 ; aucune dépollution concernant les métaux n'a été retenue ; le pétitionnaire reprend les conclusions du rapport ETRS pour affirmer que ceci n'était pas nécessaire étant donné le caractère non ou peu lixiviable des métaux et la réalisation d'une dalle béton sur l'ensemble du site permettant un confinement. La DIREN signale qu'il aurait été préférable de dépolluer cette partie du site avant de réaliser la dalle.

La DIREN émet un avis favorable.

Le **Service départemental d'incendie et de secours** (21 novembre 2008) émet un avis favorable et demande le respect des prescriptions reprises dans le projet d'arrêté préfectoral joint.

La **direction départementale du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité** (30 décembre 2008) indique que le dossier n'appelle aucune observation particulière.

## **2.5. AVIS DU CHCST**

L'inspection des installations classées ne dispose pas, à la date de rédaction du présent rapport, de l'avis du CHSCT.

## **3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE**

### **3.1. DISPOSITIONS RETENUES DANS L'ARRETE EN REFERENCE AU DOSSIER DEPOSE PAR LE PETITIONNAIRE**

#### **a) Paysages :**

Le site est visible depuis la RN154 distante d'environ 250 m ; il est entouré d'une haie. L'exploitant envisage d'aménager le site de façon à ce que les ferrailles stockées ne soient plus visibles, seules les palplanches des box de stockage d'une hauteur de 11 m seront perceptibles ainsi que le bâtiment de 13,70 m de haut. La haie périphérique sera reconstituée, les essences locales seront privilégiées.

#### **b) Sols :**

L'exploitation a été conduite depuis la création du site sur terre battue damée par l'activité à l'exception de quelques dalles béton localisées, notamment pour le stockage de copeaux et tournures.

L'exploitant a fait réaliser par le bureau d'études ETRS FRANCE un bilan de l'état initial du sol en janvier 2006 : 10 sondages au droit de zones présentant une présomption de pollution potentielle notamment par des hydrocarbures : autour des presses cisailles, zone de stockage des tournures, zone de stockage des moteurs, zone de découpe au chalumeau, zone de stockage des VHU, emprise du bâtiment principal avant construction. Les sondages ont été réalisés à la pelle à des profondeurs comprises entre 1 et 2 mètres jusqu'au terrain naturel.

Sur chaque sondage, 2 échantillons ont été prélevés : remblais et terrain naturel. Les analyses réalisées par LEM ENVIRONNEMENT accrédité COFRAC, ont porté sur les paramètres suivants : hydrocarbures totaux (HCT), 8 métaux toxiques (As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn, Hg), hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes (BTEX).

Une pollution organique des sols a été identifiée à proximité de la presse cisaille et dans la zone de stockage de bennes déchets.

Le bureau d'études recommande d'excaver et d'éliminer la poche de pollution autour du sondage montrant une concentration en HCT supérieur à la VCI US et l'élimination des terres polluées dans un centre autorisé CET de classe 2. 94 t de terres polluées ont été évacuées le 23 juin 2008 vers le CSDU de SITA à Prudemanche.

Le bureau d'études note le caractère peu mobilisable des pollutions métalliques (les tests de lixiviation donnent des résultats compatibles avec les valeurs limites imposées pour la mise en décharge de déchets inertes de classe 3) et, compte tenu des aménagements envisagés par l'exploitant (étanchéification de l'ensemble des aires de travail), il recommande de laisser en place les terres polluées et de les recouvrir d'une dalle béton.

Les zones de travail et de circulation ont été rendues étanches par une dalle béton ferrillée de 30 cm d'épaisseur qui couvre l'ensemble du site délimité par des bordures sur 6 300 m<sup>2</sup>.

#### **c) Eau :**

Les activités de tri et de transit ne nécessitent pas d'usage industriel d'eau.

Le site est raccordé aux réseaux séparatifs de la zone d'activités :

- Eaux pluviales après traitement dans un débourbeur déshuileur dont la capacité de traitement est de 10 l/s ; une rétention de 156 m<sup>3</sup> en tête constituée par 2 cuves tampon enterrées en série de 55 et 80 m<sup>3</sup>, le réseau enterré

d'un volume de 21 m<sup>3</sup> et une lame d'eau sur le site permettent d'écarter une pluie décennale dont le volume est estimé à 135 m<sup>3</sup> ;

- Eaux sanitaires rejetées au réseau collectif d'eaux usées.

La station de lavage des véhicules est alimentée par le réseau public d'eau potable ; consommation d'eau estimée à 54 m<sup>3</sup>/an ; le lavage se fait sous pression d'eau chaude, sans utilisation de produits chimiques. Les eaux de lavage passent dans un débourbeur-déshuileur avant rejet dans le réseau collectif d'eaux pluviales de la zone d'activités.

La station de traitement des eaux de ruissellement a été installée en 2008 : création d'un réseau de collecte des eaux de ruissellement, passage dans un désableur, 2 cuves tampon enterrées en série de 55 et 80 m<sup>3</sup>, pompe de relevage par vis sans fin afin d'éviter le brassage des hydrocarbures, débourbeur-déshuileur avec obturateur automatique et alarme d'une capacité de traitement de 10 l/s garantissant un rejet inférieur à 5 mg/l d'hydrocarbures, vanne de barrage en cas de pollution accidentelle ou d'incendie et rejet dans le réseau eaux pluviales de la zone d'activité qui rejoint in fine l'Eure. L'exploitant a déposé auprès du Maire de Gellainville une demande d'autorisation de déversement des eaux usées non domestiques dans les réseaux publics de collecte. Le Maire de Gellainville a subordonné cette autorisation à la fourniture des résultats d'analyse d'eau et au contrôle des installations.

**d) Air :**

Les émissions sont dues à la circulation des engins et à l'utilisation des chalumeaux de découpe. L'impact sur l'air est estimé négligeable par l'exploitant.

**e) Bruits et vibrations :**

Les sources sonores sont les engins, les presses et cisailles et les chocs métalliques lors des manipulations de ferrailles et déchets.

Une campagne de mesures de bruits réalisée par l'APAVE en février 2006 a identifié des dépassements ponctuels du niveau sonore admissible en limite de propriété et en zone à émergence réglementée.

L'exploitant estime que les nouveaux aménagements prévus sur le site (nouvelle organisation du site, les bennes de ferrailles seront en majorité déversées dans le bâtiment, ...) auront un impact favorable sur le niveau sonore.

**f) Santé :**

L'industriel conclut son étude en indiquant que le site n'a pas d'impact sur la population environnante.

**g) L'incendie :**

Le risque principal présenté par l'établissement est le risque d'incendie. La zone de stockage des DIB est la plus sensible ; les fosses de stockage de produits combustibles sont alternées avec des fosses d'inertes pour réduire la propagation d'un éventuel incendie d'une fosse à une autre.

L'évaluation quantitative montre que les effets thermiques d'un incendie restent confinés à l'intérieur du site.

Les moyens incendie sont :

- 9 Robinets incendie armés, dont 3 lances au niveau des fosses à déchets ;
- Extincteurs répartis sur le site ;
- Système automatique d'extinction incendie au dessus des fosses de stockage de DIB ;
- 2 poteaux incendie sur le domaine public à moins de 100 m de l'entrée principale du site assurant un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h.

Les besoins en eau incendie ont été calculés suivant la règle D9 à 60 m<sup>3</sup>/h ; et le volume de rétention des eaux d'extinction incendie suivant la règle D9A à 200 m<sup>3</sup>. Les fosses de stockage de DIB sont en point bas et permettent une rétention d'environ 800 m<sup>3</sup>.

### **3.2. PROPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES INTRODUITES DANS L'ARRETE**

**a) En relation avec la procédure d'instruction**

Les remarques formulées lors de l'enquête publique et administrative ont donné lieu aux prescriptions suivantes :

Conformément à l'avis de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt, la prescription relative au confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie figure à l'article 7.7.6.1. du projet d'arrêté ci-joint.

Conformément à l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours, la prescription relative à la défense extérieure contre l'incendie ainsi que les dispositions relatives au portique de détection de la radioactivité sont imposées respectivement aux articles 7.7.3 et 7.4.6 du projet d'arrêté ci-joint.

En ce qui concerne l'avis de la DIREN relatif à la dépollution des sols, il y a lieu de souligner que l'ensemble des zones identifiées polluées ont été recouvertes par une dalle en béton étanche.

#### **b) Selon l'analyse de l'inspection des installations classées**

Des dispositions concernant l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages sont prévues à l'article 5.1.9 du projet de l'arrêté préfectoral d'autorisation qui vaut agrément en application de l'article R. 515-37 du code de l'environnement.

Des dispositions relatives au portique de détection de la radioactivité sont prévues au projet d'arrêté préfectoral à l'article 7.4.6.

Pour ce qui concerne le logement de gardien à l'étage du bâtiment principal, le principe est d'éviter que des installations classées soient surmontées par des locaux occupés par des tiers ou habités. L'inspection des installations classées propose, à défaut d'abandon de cette disposition, de la limiter à une loge de gardien, sans possibilité de logement de tiers et avec un accès à la loge de gardien indépendant des installations et séparés par des murs et plancher REI 160 – article 7.3.2 du projet d'arrêté.

Le projet d'arrêté reprend les dispositions réglementaires en matière de niveau sonores à ne pas dépasser en limite de propriété et en zones à émergences réglementées au titre 6.

### **3.3. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

Les enquêtes publiques et administratives menées dans le cadre du dossier de demande d'autorisation de la Société AUTIN RECUPERATION RECYCLAGE à Gellainville ont donné lieu à des avis FAVORABLES pour ce qui concerne les avis exprimés.

L'exploitant a transmis les compléments permettant de lever l'avis défavorable formulé par la DIREN.

Le service instructeur émet un AVIS FAVORABLE sur le dossier présenté.

## **4. CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

Conformément aux articles R. 512-25, R. 515-37 et R. 543-71 du code de l'environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir de saisir le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) pour avis sur le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

Pour le Directeur et par délégation,  
Le Chef de groupe de subdivisions,  
Inspecteur des installations classées,